

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 76 (1988)

Heft: [8-9]

Artikel: Le harcèlement sexuel en justice

Autor: Chaponnière, Corinne

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-278754>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le harcèlement sexuel en justice

Une ouvrière a déposé plainte contre son ancien employeur. Le Code des obligations contre la loi du silence : verdict le 13 septembre.

Juin 1988 : une ouvrière et un patron d'entreprise se trouvent face à face en séance de conciliation du Tribunal des prud'hommes. Le litige ? Harcèlement sexuel. Deux mots tabous, qui ne figurent dans aucun code de la loi, et qui commencent seulement à être reconnus comme une réalité des relations de travail entre hommes et femmes. Rien d'étonnant à ce que la notion même ait du mal à s'imposer : le harcèlement sexuel est par excellence le mal invisible, innommable, indescriptible autrement que par une somme de faits volontiers considérés, isolément, comme insignifiants : paroles, gestes, regards, attitudes entre des personnes liées par une relation de travail. Et si cette série de faits se conclut par un licenciement, encore faut-il admettre le rapport entre les deux. Pour nier l'existence du harcèlement sexuel, il suffit de le décomposer en parties distinctes, ici une relation de travail, là un rapport de pouvoir, une attirance sexuelle d'une part, un licenciement d'autre part. Et rien ne prouve qu'il y ait entre ces éléments une quelconque combinaison... quand bien même cette combinaison porte aujourd'hui un nom.

Ce nom, Maria* l'a découvert il y a un an, lors de son premier contact avec Viol-Secours, quand elle a ressenti le besoin de parler du « cauchemar » qu'elle vivait depuis six mois. Après six ans passés sans histoire dans l'entreprise d'horlogerie Gay-Frères, à Genève, Maria a changé d'atelier au sein de l'entreprise. C'est alors que son cauchemar a commencé : son nouveau chef n'a pas tardé à lui prêter une attention exempte de toute équivoque, propos obscènes et revues pornographiques à l'appui. S'enclenche alors un engrenage qui n'est rien de moins que le scénario le plus classique du harcèlement sexuel : devant le refus obstiné de son ouvrière, le chef se venge en deux temps. Il lui rend d'abord la vie insupportable — tâche facile pour un chef à l'égard d'une subordonnée. Puis il dénonce l'ouvrière au directeur de l'entreprise comme une employée de mauvais caractère, incompétente, inexacte, etc., jusqu'à obtenir son licenciement après sept ans de service dans l'entreprise.



Calicot de « Viol-Secours » au défilé du 1^{er} mai.

Que faire ? S'étant confiée au chef du personnel — une femme ! — Maria n'avait trouvé qu'une totale incompréhension ; du côté de son syndicat, même attitude de fermeture. Faute d'avoir trouvé un autre travail, comme le lui avaient conseillé en un premier temps les permanentes de Viol-Secours, Maria subira, impuissante, l'agressivité croissante de son chef d'atelier jusqu'à son licenciement au printemps 1988, après un an et demi d'une véritable épreuve de force. Assistée des conseils de Viol-Secours, Maria décide alors de réagir. Elle dépose plainte contre le patron de l'entreprise Gay-Frères, selon l'article 328 du Code des obligations qui demande à l'employeur de protéger et respecter la personnalité du travailleur, et de veiller au maintien de la moralité dans les rapports de travail. C'est la première fois qu'une plainte dénonce aussi clairement un cas de harcèlement sexuel au travail. Non parce qu'ils sont rares, précise-t-on à Viol-Secours, mais parce que les femmes n'osent pas se défendre de peur de perdre leur place, par crainte des réactions de leur entou-

rage, par honte enfin de ce qui leur arrive et qu'elles se croient seules à subir. De plus, le harcèlement sexuel choisit volontiers pour victimes des femmes aux situations professionnelles précaires — ouvrières peu qualifiées, immigrées, auxiliaires — pour lesquelles la seule hypothèse d'un procès ne peut entrer en considération.

D'où l'importance de la démarche entreprise par Maria, dont il faut saluer le courage. D'où l'importance du procès qui se déroulera le 13 septembre au Tribunal des prud'hommes genevois, opposant la plaignante à son ex-employeur en tant que garant du respect de la personnalité de ses employés. L'association Viol-Secours prévoit à l'occasion de ce procès une campagne de sensibilisation sur le problème du harcèlement sexuel sur les lieux de travail ;

elle invite les femmes à venir nombreuses au Tribunal des prud'hommes, dont la séance est publique**.

Quant aux syndicats genevois, ils sont plusieurs à avoir soutenu en juin la démarche de Maria. Preuve d'une sensibilisation croissante à ce problème longtemps ignoré des associations de travailleurs, le SSP a adopté en juin, lors de son congrès national, la préoccupation du harcèlement sexuel parmi les « points essentiels de l'activité syndicale ».

A défaut d'armes juridiques suffisantes, la lutte contre le harcèlement sexuel pourrait bien bénéficier ces prochains mois de l'abrogation, au moins, de la loi du silence.

Corinne Chaponnière

* Par souci d'anonymat, nous utilisons ici un prénom fictif.

** Tribunal des prud'hommes, rue des Chaudronniers 7, 13 septembre, 18 h 30. Les lettres de soutien sont à adresser à : Comité de soutien à l'ouvrière licenciée par Gay-Frères, p.a. Viol-Secours, case postale 459, 1211 Genève 24.